



Lettre ouverte à Michel Vauzelle, député de la XVIème circonscription

Objet : loi dite de sécurisation de l'emploi

Monsieur le Député,

Les salariés, citoyens de la XVIème circonscription, vous ont choisi comme député car ils vous ont trouvé à leurs côtés lors de luttes pour l'emploi et le développement économique dans le pays d'Arles. Ils vous ont choisi comme député contre la candidate du FN.

Les salariés sont en droit de s'interroger sur votre position lors du scrutin public du 9 avril où vous avez voté pour le projet de loi dit de sécurisation de l'emploi.

Cet « accord national interprofessionnel du 11 janvier pour un nouveau modèle économique et social au service de la compétitivité des entreprises et de la sécurisation de l'emploi et des parcours professionnels des salariés » n'est pas un bon accord et c'est pour cela que la CGT ne l'a pas signé. Ce n'est pas en raccourcissant le nom et en le transformant en loi « de sécurisation de l'emploi » que le fond nocif est modifié.

Vous aviez reçu une délégation de la CGT le 21 mars dernier (Unions Locales CGT d'Arles et d'Istres, Union Départementale CGT des Bouches-du-Rhône).

Vous considériez que l'ANI ne s'impose pas aux députés car d'une part CGT (et FO) n'ont pas signé et que cela mérite d'être entendu, et d'autre part la souveraineté populaire signifie que c'est l'élu qui fait la loi.

Or le texte de loi reprend l'ANI du 11 janvier, de par la volonté du Gouvernement.

.../....

Par votre vote, vous avez permis que la mobilité interne forcée, les entraves à l'accès aux juges prudhommaux, la modification du contrat de travail en chantage à l'emploi, la sécurisation des licenciements plutôt que la sécurisation de l'emploi, les limitations des possibilités d'intervention des salariés sur la légitimité économique des licenciements, le licenciement économique individuel ... restent dans le texte de loi.

L'accès à la complémentaire santé n'est pas pour tous, remise à plus tard, sans améliorer la couverture par le régime général et sans régler les problèmes de financement de la Sécurité Sociale (un sujet qui n'a rien à faire avec la sécurisation de l'emploi et dont l'organisation retenue pose problème aux mutuelles de proximité qui protègent les retraités et les privés d'emploi).

L'encadrement du temps partiel reste très flou, les droits rechargeables à la formation restent peu applicables, la prééminence du contrat sur la convention dynamique le Code du Travail au détriment des salariés

Nous attendions de votre part, Monsieur le Député, un vote plus conforme aux aspirations des salariés, des retraités et des privés d'emplois. Un vote qui porte la réponse aux besoins sociaux pour le progrès social.

Pour la CGT, le changement de cap en matière de politique d'emploi et de garanties sociales pour les salariés, est d'une absolue nécessité.

Les attentes du monde du travail sont très fortes et nécessitent une véritable rupture avec la politique antérieure.

Dans ce contexte, les organisations de la CGT réaffirment la nécessité de voir apporter des réponses aux revendications sociales dans les politiques à venir, de voir le progrès social placé au cœur des politiques européennes.

La CGT a placé au cœur de sa démarche revendicative les exigences pour sortir de la crise:

- ▶ revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux (le SMIC à 1 700€ par mois);
- ▶ contrôler les aides publiques aux entreprises ;
- ▶ contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements ;
- ▶ suppression des exonérations de cotisations sociales ;
- ▶ stopper les suppressions d'emplois et rétablir la retraite à 60 ans ;
- ▶ développer les politiques publiques et les moyens des services publics ;
- ▶ réformer la fiscalité en profondeur ;
- ▶ créer un véritable pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits ;
- ▶ taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux ;
- ▶ mettre en place un fond européen de solidarité sociale et de développement économique.

Veillez agréer, Monsieur le Député, l'expression de notre sincère considération.

Arles, le 28 mai 2013,

Les Unions Locales des syndicats CGT d'Arles, Istres, Tarascon et Chateaurenard.



Face aux urgences sociales rompre avec l'austérité !

Quelques heures après les annonces d'entrée en récession de la France et du recul historique du pouvoir d'achat, François Hollande, au retour de Bruxelles, s'est exprimé devant la presse.

Une bonne nouvelle: *La crise financière serait derrière nous, les causes seraient régulées et jugulées selon le président de la République !*

Les salariés, dont le pouvoir d'achat a subi un recul historique, ceux qui subissent au quotidien les licenciements et les fermetures d'entreprises, le chantage aux salaires, la précarité... ne s'en sont pas aperçu, les chômeurs et les retraités non plus!

Ils attendent toujours des réponses, un changement de cap pour répondre à leurs préoccupations immédiates: les salaires, l'emploi, le pouvoir d'achat, la protection sociale, des mesures contre les injustices et l'exclusion, la démocratie, des droits nouveaux dans les entreprises, la relance économique.

En lieu et place de toutes ces légitimes exigences, qu'ont-ils entendu?

➤ **Qu'il faudrait diminuer les dépenses, c'est ce qu'on appelle poursuivre l'austérité**

Au moment où l'investissement dans l'emploi et les missions de services publics est réduit, l'annonce de nouvelles aides aux entreprises privées, par l'argent public est une provocation.

Pire, François Hollande confirme l'abandon de participations de l'État dans des entreprises publiques stratégiques. Il brade ainsi le patrimoine qui appartient à la Nation. Il acte clairement une nouvelle vague de privatisations, au risque de casser de vrais potentiels industriels qui font toujours leurs preuves.

Les salariés sont en droit d'attendre des solutions concrètes qui pérennisent les entreprises et l'industrie en France. La CGT se prononce pour la recherche, l'innovation et le développement de nouvelles filières en cohérence et complémentarité avec celles existantes. De l'argent pour l'investissement productif est à trouver ailleurs. Nous savons où le trouver: près de 30 000 milliards de dollars ne vont pas à l'investissement mais à la spéculation dans des paradis fiscaux connus de tous, y compris au cœur de l'Europe!

Ces sommes sont à comparer avec l'annonce de possibles 6 milliards d'euros pour l'emploi des jeunes en Europe, à partager entre 27 pays. C'est une goutte d'eau dans l'océan des besoins.

➤ **Qu'il faudrait aller plus loin dans la déréglementation du marché du travail**

En parallèle le Président explique qu'il faut baisser la rémunération du travail qui pèserait sur la compétitivité des entreprises! La CGT entend imposer par les mobilisations des salariés une autre répartition des richesses.

Ce qui coûte c'est la rémunération du capital et des actionnaires. **Le travail ne coûte pas, il rapporte de l'argent à l'entreprise et à la société.**

Depuis 1985, la part des dividendes versés aux actionnaires est passée de 5 à 25% des richesses créées par le travail des salariés.

Diviser par deux les dividendes libérerait 120 milliards d'euros par an pour les investissements productifs, l'emploi, le financement de la protection sociale et la diminution du déficit public.

Les mesures compétitivité/emploi vont accentuer encore la part qui revient aux entreprises et favoriser les politiques de bas salaires au détriment des besoins des salariés, de la relance par la consommation, du financement la protection sociale. **Il est urgent, au contraire, d'augmenter les salaires, les pensions et les minima sociaux.**

Plus que jamais, l'exigence de relever le Smic à 1700 euros est un impératif économique et social. Sur le sujet, le silence présidentiel est assourdissant!

➤ **Qu'il faudrait une nouvelle réforme des retraites**

En revanche, sur les retraites, le Président est plus loquace pour nous annoncer de nouveaux sacrifices qu'il entend nous imposer en plein cœur de l'été. Curieuse conception! Il y aurait du temps pour le dialogue sur divers sujets, mais pas pour les retraites.

L'allongement de la durée de la vie est présenté comme un inconvénient alors que vivre plus longtemps est un progrès et doit permettre aux

salariés d'avoir une vie après le travail. **Les femmes et les hommes seraient-ils condamnés à n'avoir pour seul but dans une vie que le travail?**

Alors que le chômage touche toujours plus de femmes et d'hommes, on voudrait nous faire travailler plus. L'argent pour financer la protection sociale existe, la CGT a des propositions qu'elle entend faire valoir.

- | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none">- 1% d'augmentation des salaires = + 2,5 milliards d'€;- égalité salariale femmes/hommes = + 4 milliards d'€;- 10 000 emplois créés = + 1,3 milliards d'€;- lutte contre le travail illégal = + 6 milliards d'€; |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

CE QU'IL FAUT, C'EST CHANGER DE CAP !

Alors que la Confédération européenne des Syndicats, avec ses 85 organisations affiliées, prône un changement de cap et la fin des politiques d'austérité en Europe, les réponses apportées par François Hollande tournent le dos à cette exigence.

Elles répondent, au contraire, immédiatement à l'injonction faite la veille par le président de la Commission européenne.

Après avoir accordé à la France, deux années supplémentaires pour ramener son déficit public dans les clous européens, il exigeait : *« Ces deux années devront être mises à profit pour accélérer les réformes structurelles »*

Le message présidentiel est clair, le changement... ce n'est pas pour maintenant.

Le message des salariés doit être aussi clair.

Leur irruption massive dans les luttes et les mobilisations, à partir de leurs exigences, dès maintenant, est la condition du changement auquel ils aspirent.

**Maintenant,
agissons pour nos emplois, nos salaires, nos retraites.**

**Maintenant,
intervenons pour nos droits, l'emploi industriel, les services publics.**

**Maintenant,
organisons-nous, syndiquons-nous.**

**Maintenant, tous ensemble dans l'entreprise, la localité,
construisons les mobilisations gagnantes**

✂-----

BULLETIN DE SYNDICALISATION

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Tél. : _____

**Bulletin à déposer ou à retourner à l'Union Locale CGT – Bourse du Travail –
3 rue Parmentier – 13200 ARLES**

Tél. 04 90 96 50 27 – Fax : 04 90 96 46 78 – e.mail : unionlocale@cgtarles.fr – site : cgtarles.fr